



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

CIPCEA

Centre de préparation aux concours administratifs

DU

« Affaires publiques – concours de la haute
fonction publique »

Formation continue



SOMMAIRE

PRESENTATION	4
COURS OBLIGATOIRE	6
1 ^{ERE} ANNEE	7
Parcours économie	7
Introduction à la micro- et à la macro-économie (semestre 1, 40h)	7
Parcours droit	15
Droit public 1 (semestre 1, 33h)	15
2 ^{EME} ANNEE	17
Parcours droit	17
Droit public 2 (semestre 4, 33h)	17
Parcours économie	20
Economie internationale (semestre 4, 48h)	20
Tronc commun	22
Grands enjeux contemporains (semestre 1, 33h)	22
Grands enjeux contemporains : TD (semestre 1, 15h)	22
COURS OPTIONNELS	24
SEMESTRE 1	25
Tronc commun	25
Droit de la Sécurité sociale (19h30)	25
Droit des sociétés (36h)	29
Droit international public (36h)	30
Droit des finances publiques (36h)	30
Finances publiques (15h)	30

Sociologie des organisations politiques (36h)	32
Histoire de la vie politique (1789-1958) (24h)	35
Les Relations internationales au XXème siècle (26h)	36
Organisation de l'Etat et action publique (36h)	37
Politique de l'Union européenne (24h)	39
Régime de l'obligation (36h)	39
Sociologie des politiques publiques (24h)	40
Sociologie des problèmes sociaux	46
Histoire de l'impôt et de la justice sociale	47
 SEMESTRE 2	 48
Tronc commun	48
Droit des technologies de l'information (33h)	48
Histoire de l'administration (24h)	48
Histoire des idées politiques (36h)	48
Questions européennes (24h)	49
Sociologie des problèmes sociaux	51
Sociologie politique du pouvoir local (24h)	52

Présentation

Les étudiants du DU « Affaires publiques - concours de la haute fonction publique » trouveront ci-dessous les descriptifs des cours obligatoires suivis dans le cadre du parcours économie ou du parcours droit, en 1^{ère} puis en 2^{ème} année du DU « Affaires publiques ».

Les étudiants inscrits au sein du parcours alternatif pourront consulter les descriptifs du cours et des TD de Grands enjeux contemporains.

Les descriptifs des enseignements ont soit été extraits des brochures des composantes organisatrices, soit directement transmis par les enseignants.

ATTENTION :

Ces éléments sont donnés à titre indicatif : ils sont majoritairement issus des brochures des composantes organisatrices datant de l'année universitaire 2019-2020, ou bien ont été transmis par les enseignants au cours de l'année 2019-2020.

Ils sont par conséquent susceptibles de ne pas être identiques aux nouveaux programmes de l'année universitaire 2020-2021. Les étudiants pourront se renseigner directement auprès de leurs enseignants.

Les descriptifs sont susceptibles d'être modifiés et mis à jour au cours de l'année.

Cours obligatoires

1^{ère} Année

Parcours économie

Introduction à la micro- et à la macro-économie (semestre 1, 40h)

Cours assuré par M. Jacques LE CACHEUX

Plan du cours - 10 séances de 4 heures (septembre-décembre 2019)

1^{ère} séance : L'analyse économique :

2^o séance : Les choix rationnels d'un individu : Robinson sur son île et ses choix quotidiens

Première Partie : Microéconomie

Introduction : L'individu, ses caractéristiques intrinsèques et son environnement ; les fins et les moyens

1. Qu'est-ce qu'un modèle ?

2. La rationalité individuelle

3. Les préférences et les biens

Utilité et bien-être ; propriétés des préférences individuelles

4. Les ressources

5. Robinson sur son île

5.1. Choix quotidien d'activité

5.11. Ressources

5.12. Espace des choix et contrainte budgétaire

- 5.13. Productivités moyenne et marginale
- 5.14. Variations de la productivité
- 5.15. Coûts relatifs et coût d'opportunité
- 5.2. Choix entre deux biens
 - 5.21. Budget et productivités
 - 5.22. Coûts relatifs et productivités relatives
 - 5.23. Contrainte budgétaire et espace des choix
 - 5.24. Variations des coûts relatifs
 - 5.25 Variations du budget

3° séance : L'économie sociale (1) : les gains de l'échange

Introduction : Interactions entre les individus d'une société : l'échange et la coopération

- 1. L'avantage comparatif et la spécialisation
 - .1. Avantage absolu et avantage comparatif
 - 1.2. Autarcie, spécialisation et échange
 - 1.3. Le gain de l'échange et les transactions mutuellement avantageuses. Les exemples

4° séance : L'économie sociale (2) : les gains de la coopération

- 2. Coopération dans la production et division du travail
 - 2.1. Facteurs de production
 - 2.2. Rendements de facteurs
 - 2.3. Rendements d'échelle
- 3. Organisations et marchés

5° séance : Le marché : offre, demande et équilibre concurrentiel

Introduction : Qu'est-ce qu'un marché ? L'échange. La concurrence

1. Les droits de propriété

1.1. Définition et exemples

1.2. Régimes

1.3. L'économie marchande et la propriété privée

2. Demandes et offres

2.1. La demande et l'offre individuelles

2.2. Demandes et offres de marché

2.3. Caractéristiques

3. L'équilibre de marché

3.1. Le prix d'équilibre et les quantités échangées

3.2. Quelques caractéristiques remarquables de l'équilibre concurrentiel

3.3. Ajustement vers l'équilibre

3.4. Rigidité du prix et déséquilibre

6° séance : Imperfections de la concurrence et défaillances de marché

Introduction : L'idéaltype du marché concurrentiel et les caractéristiques des " vrais " marchés

1. Le monopole

1.1. Le marché en monopole ; les barrières à l'entrée

1.2. Quelques conséquences du monopole

1.3. Le monopole discriminant

2. Les oligopoles et ententes

- 2.1. Guerre des prix ou entente ?
- 2.2. La collusion des producteurs
- 2.3. L'instabilité des cartels
- 3. Les imperfections de l'information
 - 3.1. L'information asymétrique et coûteuse
 - 3.2. Conséquences sur le fonctionnement des marchés
- 4. Les défaillances de marché
 - 4.1. Les externalités
 - 4.2. L'équilibre décentralisé en présence d'externalités
 - 4.3. Les solutions au « problème du coût social »

7^o séance : Les actifs, la monnaie et les banques

Deuxième Partie : Monnaie et financement

Introduction : Le temps et la complexité des échanges dans les sociétés marchandes

1 : La dimension temporelle des choix

- 1.1. Incertitude et anticipations ; contrats, explicites et implicites
- 1.2. Stocks et flux
- 1.3. L'épargne et l'investissement
- 1.4. Le crédit, le bilan et la contrainte budgétaire inter temporelle

2 : Fonctions de la monnaie et avantages d'une économie monétaire

- 2.1. Les coûts du troc
- 2.2. Définition de la monnaie : fonctions, nature
- 2.3. Monnaie et crédit : parabole de la naissance de la monnaie

2.4. La création de monnaie dans les économies contemporaines

2.5. La banque centrale et le contrôle de la création monétaire

8° séance : Les modalités de financement des activités économiques

Introduction : Crédit et actifs financiers négociables. Marchés financiers et globalisation financière

1 : La finance

1.1. Le contexte inter temporel ; les risques

1.2. Incertitude, préférence pour le présent, actualisation et intérêt

1.3. Institutions et marchés financiers

2 : Marchés financiers et valorisation des actifs financiers

2.1. La valeur des actifs financiers

2.2. Information et anticipations

2.3. Rôle de la comptabilité

2.4. Mimétisme

Conclusion : L'environnement monétaire et financier des économies contemporaines

9° séance : Éléments de macroéconomie

Troisième Partie : Macroéconomie

Introduction : Mesurer l'activité dans une économie. Réguler et intervenir.

1. L'économie nationale : critère territorial

1.1. Le critère de résidence

1.2. L'économie nationale dans le contexte de la globalisation

2. Notions élémentaires de comptabilité nationale

2.1. L'agrégation des grandeurs individuelles

2.2. La mesure de la production nationale

2.3. Production et revenu

2.4. Revenu et pouvoir d'achat

10° séance : L'Etat (1) : fonctions régaliennes et correctrices

Introduction : Le cadre institutionnel des activités économiques ; les interventions de la puissance publique

1. Droits de propriété et fonctions régaliennes

1.1. Parabole de l'invention de l'Etat moderne

1.2. L'Etat minimal des libéraux

2. Défaillances de marché

2.1. Les effets externes ou externalités et les interdépendances hors marché

2.2. Biens collectifs et “ passagers clandestins ”

2.3. Le climat, bien public mondial

Conclusion : Les controverses sur le rôle de l'Etat et sa place dans l'économie

11° séance : L'Etat (2) : compétences au sein de l'Union européenne

Introduction : L'influence de l'Etat sur l'économie, au niveau agrégé et en termes de répartition ; partage des rôles entre les gouvernements nationaux et le niveau de l'UE.

1. La politique budgétaire et l'activité économique

1.1. Les instruments de l'Etat

- 1.2. L'autonomie des politiques budgétaires, le Pacte de stabilité
 - 1.3. Les politiques macroéconomiques dans la crise
2. Répartition et redistribution
 - 2.1. Notions de justice économique
 - 2.2. La redistribution
 - 2.3. La solidarité entre les générations

Éléments de bibliographie

Avertissement

Il n'existe pas, à proprement parler, de manuel couvrant l'ensemble des thèmes traités en cours selon la démarche adoptée. Des indications de lectures sont fournies, à l'occasion des différentes séances, sur les questions traitées. La liste qui suit regroupe donc un certain nombre de publications périodiques et d'ouvrages généraux dans lesquels les étudiants pourront revoir ou approfondir les analyses développées dans le cours et parfaire leur culture économique.

Sites internet

Il en existe un très grand nombre, de qualité et d'intérêt très inégaux. Ceux des grands médias d'information financière (en français, BFM par exemple ; en anglais, Bloomberg par exemple) sont les plus utiles pour suivre l'actualité économique et financière. Et bien sûr, ceux des grandes organisations internationales, notamment pour les données.

Périodiques et revues

Les revues qui suivent sont susceptibles de contenir des articles sur les thèmes traités en cours. Il est recommandé d'en suivre régulièrement le contenu, notamment les publications de la Documentation française.

- La Documentation française : Problèmes économiques, Les Cahiers français
- Alternatives économiques, Sociétal

- Regards croisés sur l'économie, Revue française d'économie
- Revue de l'OFCE, Economie internationale, etc.

Manuels et ouvrages généraux

Il existe un très grand nombre de manuels d'économie. Ceux qui sont cités ci-dessous traitent les questions abordées dans le cours avec une démarche proche de celle qui a été retenue.

- *Paul KRUGMAN et Robin WELLS, Microéconomie, traduction française, De Boeck.*
- *Edmund PHELPS, Introduction à l'économie politique, traduction française, Fayard.*
- *Gregory MANKIW, Principes de l'économie, traduction française, Economica.*
- *Joseph STIGLITZ, Principes d'économie moderne, traduction française de Florence Mayer, De Boeck.*

En outre, des ouvrages tels que L'économie mondiale 2018 (CEPII, Collection "Repères", La Découverte), L'économie française 2018 (OFCE, Collection "Repères", La Découverte), L'économie française en 2017. (INSEE, Livre de Poche), etc., contiennent des chiffres récents et des éclairages intéressants sur des points de politique économique actuelle.

Parcours droit

Droit public 1 (semestre 1, 33h)

Cours assuré par M. Georges BERGOUGNOUS

Le cours de droit public I s'adresse à des étudiants qui veulent préparer des concours administratifs dans le cadre du diplôme d'université d'affaires publiques.

Au programme de ces concours figure en bonne place le droit public, d'où son caractère obligatoire, pour des étudiants venant de formations en histoire ou en économie.

Aux termes de la brève description de son contenu, le cours porte essentiellement sur le droit constitutionnel, ainsi que sur la hiérarchie des normes et les principes de l'organisation administrative, tandis que le droit administratif, branche essentielle du droit public pour les concours administratifs fera l'objet l'année suivante du cours de droit public II.

Il n'est pas envisageable de traiter en 30 heures, comme on le ferait en licence en droit où le seul cours de droit constitutionnel occupe 72 heures, l'intégralité d'une telle matière d'autant qu'elle s'est considérablement enrichie ces dernières décennies du fait de la montée en puissance du droit constitutionnel normatif et du contentieux constitutionnel, questions absolument essentielles et dont la connaissance s'impose pour maîtriser le droit public dans la perspective d'un concours administratif.

Le cours abordera donc de manière transversale l'histoire constitutionnelle ou les régimes étrangers, à l'occasion de l'étude de grandes questions juridiques toujours prégnantes qu'il conviendra d'actualiser comme le pluralisme, l'exercice de la démocratie ou la séparation des pouvoirs. Les premiers chapitres seront donc consacrés successivement, au droit de l'État, au droit de la constitution, à la

démocratie pluraliste, avant, plus classiquement de s'intéresser au régime constitutionnel de la Vème République, à ses institutions, à son esprit et à sa pratique. Sera ensuite abordée la question du contrôle de constitutionnalité, de ses fondements et de ses méthodes avant d'étudier les bases constitutionnelles de l'organisation administrative.

Droit public 2 (semestre 4, 33h)

Cours assuré par M. Alexandre ANGLADE

Présentation du cours de Droit public II (droit administratif) :

Le cours de « droit public II » propose une formation en droit administratif, adaptée aux épreuves des concours de recrutement des cadres de la fonction publique. Il complète donc le cours de « droit public I » qui aborde déjà, notamment, les autorités administratives (centrales et locales) mais sous l'angle du droit constitutionnel.

Ce cours doit permettre de traiter les différents types d'exercice qui peuvent être proposés :

- La dissertation ;
- Les questions/réponses courtes (QRC) ;
- Le cas pratique.

Il reprend le programme des matières suivantes enseignées en faculté de droit : droit administratif général, droit administratif des biens, libertés publiques, fonction publique.

En raison du volume horaire il ne présente que des éléments susceptibles d'être utilisés dans une copie (les développements historiques et/ou théoriques peuvent être appris dans des manuels ; une bibliographie sera fournie de cours).

Ce cours magistral se veut également interactif. Les étudiants se voient ainsi proposer des cas pratiques permettant de mobiliser leurs connaissances.

Avant chaque séance les étudiants reçoivent par mël :

- Un plan détaillé qui permet de suivre une matière parfois complexe en raison des nombreuses décisions de jurisprudence,
- Un support de cours avec les décisions du Conseil d'Etat.

Thèmes proposés :

- Introduction : le droit administratif (DA) dans les concours. Présentation du DA et de la juridiction administrative (JA). Le DA spécialisé
- Sources : les sources internes du DA : le bloc de constitutionnalité (constitution et PFLR), les PGD, la jurisprudence, la coutume
- Sources : les sources internationales et européennes (droit de l'Union européenne ; droit du Conseil de l'Europe et CEDH)
- Acteurs : l'Etat central (pouvoir règlementaire) et l'Etat déconcentré
- Acteurs : les autorités administratives indépendantes (AAI) et le droit souple. La régulation économique
- Acteurs : les établissements publics et les collectivités territoriales
- Moyens : l'acte administratif unilatéral. Illustrations à partir du droit de la fonction publique
- Moyens : le contrat administratif. Les travaux publics
- Moyens : la police administrative et les libertés publiques
- Moyens : le service public : notion, actualité, remise en question (service d'intérêt économique général – SIEG- en droit de l'UE)

- Contentieux : compétence de la juridiction administrative et principaux recours (recours en excès de pouvoir ; plein contentieux)
- Contentieux : la responsabilité (principes généraux, R. pour faute, R. sans faute, dommages de travaux publics, évolution vers l'assurance ?)
- Droit administratif spécialisé : la fonction publique
- Droit administratif spécialisé : la domanialité publique

Parcours économie

Economie internationale (semestre 4, 48h)

Cours assuré par M. Julien MALIZARD

L'interconnexion des économies est une caractéristique majeure de la période contemporaine. Ce processus de mondialisation est double puisqu'il concerne aussi bien les flux physiques (biens et services) que les flux financiers. Cela engendre une spécialisation accrue des entreprises et des pays dans des domaines particuliers (et donc des gains de productivité) mais également une meilleure allocation de l'épargne mondiale (et donc une baisse du risque). Cependant, les changements induits par la mondialisation peuvent conduire à une transition coûteuse pour les pays qui la subissent, tant dans les dimensions économiques, que sociales ou environnementales.

L'objet de ce cours est de partir des faits pour étudier les principales théories économiques. La première partie mettra l'accent sur l'évolution du commerce international et de la finance internationale dans une perspective historique. Ces tendances historiques seront ensuite analysées sous l'angle des théories du commerce international (parties 2 et 3) et de l'intégration financière (partie 4).

Le cours s'appuie sur deux ouvrages de référence :

- [ALMU] J.-P. Allegret, P. Le Merrer et D. Unal (2020), *Économie de la mondialisation*, De Boeck Supérieur
- [KOM] P. Krugman, M. Obstfeld et M. Melitz (2013), *Économie internationale*, Pearson, (trad. G. Capelle-Blancard et M. Crozet)

Introduction :

- Définition des concepts clés
- Présentation des enjeux contemporains
- Sources et données utiles
- Présentation de séries statistiques sur Excel

Partie 1 : Histoire des mondialisations (ALMU, chapitres 1 et 2 ; KOM, chapitre 2)

- 1) Analyse des différentes mondialisations
- 2) Évolution de la structure des échanges
- 3) Intégration financière mondiale

Partie 2 : Théorie du commerce international (KOM, chapitres 3 à 8 ; ALMU, chapitre 3)

- 1) Productivité du travail et avantage comparatif : l'approche ricardienne
- 2) Facteurs spécifiques et distributions des revenus
- 3) Dotations en facteurs et commerce : l'approche d'Heckscher-Ohlin
- 4) Économies d'échelles externes et spécialisation
- 5) Stratégies des entreprises mondialisées

Partie 3 : Politiques commerciales (KOM, chapitres 9 à 12)

- 1) Instruments de la politique commerciale
- 2) Protectionnisme
- 3) Analyse dans les pays en développement
- 4) Contestation du libre échange

Partie 4 : Théorie de l'intégration financière (ALMU, chapitres 4 et 5 ; KOM, chapitre 21)

- 1) Opportunités et crises de la mondialisation financière
- 2) Procyclicité de la mondialisation financière
- 3) Gouvernance monétaire et financière

Tronc commun

Grands enjeux contemporains (semestre 1, 33h)

Cours assuré par Mme Eugénie Mérieau

Objet du cours : Le cours de grands enjeux contemporains s'inscrit, depuis cette rentrée 2020-2021, dans la perspective de la préparation aux concours du type ENA et se trouve en conséquence relié à la préparation aux épreuves de droit public que les étudiants retrouveront au 2^{ème} semestre. Le contenu du cours est donc revu. Celui-ci abordera les grands thèmes de droit public, dans l'esprit des « transformations du droit public ». Les thèmes abordés seront choisis notamment en fonction de l'actualité et seront traités dans une perspective de droit public (interne) et de science politique.

Grands enjeux contemporains : TD (semestre 1, 15h)

TD assurés par M. Alexandre ANGLADE

La programmation des séances de TD de « grands enjeux contemporains » est réalisée en cohérence avec les thèmes étudiés dans le cadre des cours magistraux.

L'objectif de ces séances est de familiariser, de manière très concrète, les étudiants avec la méthodologie très encadrée de la rédaction d'une dissertation de culture générale.

Une semaine avant la séance de TD l'étudiant est ainsi averti par mél du thème retenu, et du sujet qui sera traité. Ce sujet est toujours tiré des annales des divers grands concours.

L'étudiant peut ainsi :

- travailler sur le thème, ce qui permet d'approfondir le cours magistral ;
- s'essayer à la rédaction d'une copie. Il peut ainsi envoyer par courriel, au chargé de TD, une introduction rédigée ainsi qu'un plan plus ou moins détaillé en fonction de ses disponibilités.

La séance se déroule en trois temps :

- transmission d'éléments de connaissances ;
- corrigé des plans reçus ;
- examen de la proposition de traitement du sujet.

A l'issue de chaque séance l'étudiant reçoit la proposition de corrigé qui comprend des références lui permettant de développer sa réflexion.

Le TD de « grands enjeux contemporains », qui se veut le plus interactif possible, a permis de travailler sur les thèmes ci-dessous :

- Faut-il craindre la mondialisation ?
- La politique peut-elle se passer du rêve ?
- La frontière dans les relations internationales contemporaines
- L'Etat peut-il disparaître ?
- Le principe de précaution relève-t-il de l'utopie ?
- Doit-on craindre le progrès technique ?
- Réseaux sociaux et démocratie
- L'Europe est-elle frappée de fatigue démocratique

Cours optionnels

Semestre 1

Tronc commun

Droit de la Sécurité sociale (19h30)

Cours assuré par Mme Irène POLITIS

Le droit de la Sécurité sociale vise à donner aux étudiants les bases juridiques de la protection sociale et de ses mécanismes.

Au-delà de l'utilité intellectuelle et personnelle que le cours peut avoir, il représente un secteur d'une spécialisation professionnelle possible, et vise à préparer les étudiants à leur entrée en M2, et, à les rendre directement opérationnels dans le cadre de leur carrière professionnelle future (RH, cadres des organismes de protection sociale, conseil, etc.).

INTRODUCTION

§ 1 : Contours du droit de la protection sociale

- A. Définition de la protection sociale
 - 1. La distinction entre protection sociale et sécurité sociale
 - 2. La protection sociale comme réponse au risque social : les fonctions de la protection sociale
- B. Les techniques de prises en charge
 - 1. Les techniques individuelles
 - 2. Les techniques collectives
- C. Définition du droit de la protection sociale
 - 1. Une discipline juridique en interaction avec d'autres disciplines
 - 2. Une branche du droit en interaction avec d'autres branches du droit

§ 2 : Les modèles historiques et le plan français de sécurité sociale

A. Les modèles historiques

1. Les lois Bismarck
2. Le rapport Beveridge

B. Le Plan Français de Sécurité sociale

1. Les premières expériences d'assurances sociales
2. La mise en place du Plan Français de Sécurité sociale

Le système français de protection sociale

Chapitre I : vue d'ensemble de la sécurité sociale

§ 1 : Les sources du droit de la protection sociale

A. Les sources internationales

1. Le droit international
2. Le droit européen
3. Le droit de l'Union européenne
4. Les règles de coordination

B. Les sources internes

1. La constitution
2. Les lois
3. Les règlements
4. Les conventions collectives

§ 2 : L'architecture du système

A. Les régimes et les branches

B. Les organismes compétents

1. Panorama des différents organismes
2. La nature des organismes

C. La tutelle de l'Etat

§ 3 : Notions de financement

A. Le principe de l'autonomie financière et l'équilibre financier

B. Les modes de financement

1. La diversité des sources de financement
2. L'assiette des cotisations
3. Le recouvrement

§ 4 : Notions de contentieux

- A. Le contentieux général
- B. Le contentieux technique

Chapitre II : le régime général et ses différentes branches

§ 1: L'affiliation au régime général

- A. Le principe général d'affiliation : le travailleur salarié
- B. Les principes subsidiaires
 1. Les autres catégories de personnes affiliées
 2. La présomption de non-assujettissement

§ 2 : L'assurance maladie et maternité

- A. Les conditions d'ouverture de droits
 1. Les conditions applicables au travailleur salarié
 2. La notion d'ayant-droit
 3. Les conditions dérogatoires
- B. Les prestations en nature
 1. Les relations entre la sécurité sociale et les professions médicales
 2. Le contenu des prestations
- C. Les prestations en espèce
 1. Les prestations maladie
 2. Les prestations maternité

§ 3: Les accidents du travail et maladies professionnelles

- A. Les accidents du travail
 1. La notion d'accident du travail
 2. La réparation des accidents du travail
- B. Les maladies professionnelles

§ 4 : L'assurance retraite

- A. La pension du régime général (droits personnels)
 - 1. Les conditions d'ouverture de droits
 - 2. Les paramètres de calcul de la pension
- B. Les droits dérivés et l'allocation veuvage

§ 5 : Les prestations familiales

- A. Définitions et objectifs des prestations familiales
- B. Les conditions d'ouverture de droits
 - 1. La notion d'enfant à charge
 - 2. La résidence régulière
- C. Panorama des principales prestations famille et logement

Chapitre III : les autres formes de protection sociale de base

§ 1 : Les autres régimes de base

- A. Les régimes spéciaux
- B. Les régimes autonomes
 - 1. Le RSI
 - 2. L'assurance retraite des professions libérales
 - 3. Le régime agricole

§ 2 : L'assurance chômage

- A. Les conditions d'indemnisation
- B. Les modalités d'indemnisation

§ 3 : L'aide sociale

Bibliographie

- J.P. Chauchard, *Droit de la sécurité sociale*, Paris, LGDJ (coll. Manuel)
- J.J. Dupeyroux, M. Borgetto, R. Lafore, R. Ruellan, *Droit de la sécurité sociale*. Paris, Dalloz (coll. Précis Dalloz)
- F. Kessler, *Droit de la protection sociale*, Paris, Dalloz (coll. Cours)
- P. Morvan, *Droit de la protection sociale*, Paris, Litec
- M. Borgetto, R. Lafore : *Droit de l'aide et de l'action sociale*, Paris, Montchrestien (coll. Domat droit public)
- Juris-classeur *Sécurité sociale*, Editions techniques, Paris
- Codes de sécurité sociale, de la mutualité, de la santé publique et de l'aide sociale...

Droit des sociétés (36h)

Cours assuré par M. Bruno DONDERO ou par M. Hervé LE NABASQUE (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

Expose la théorie générale des sociétés civiles et commerciales, l'affectio societatis, le contrat de société et les différents apports. Le cours entreprend également l'étude des sociétés en nom personnel et en commandite.

Droit international public (36h)

Cours assuré par Mme. Daphné DREYSSE ou par Mme. Raphaële Rivier (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

Envisage les aspects du droit international nécessaires à la formation générale de tout juriste : les modes de formation du droit international, et en particulier le mode conventionnel ; les rapports entre droit international et droit interne ; les acteurs (Etat, particuliers ...).

Droit des finances publiques (36h)

Cours assuré par Mme Hélène HOEPFFNER ou par M. Théo DUCHARME (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

Etudie le budget de la France, son mode d'organisation, ses règles et ses principes de fonctionnement (non spécialité, etc.).

Finances publiques (15h)

Cours assuré par M. François CHAMBON

1. **Introduction** : Les enjeux et la pluralité des finances publiques à l'heure des réformes de la gestion publique
 - Les enjeux juridiques, politiques, économiques, sociaux et internationaux
 - Les finances de l'Etat et des autres collectivités publiques, les finances sociales, les finances communautaires

- L'enjeu de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la Modernisation de l'action publique (MAP)

2. Les grands principes budgétaires

Ou la lente émergence de la démocratie parlementaire et les impératifs d'une gestion publique moderne

3. Le projet de loi de finances

Ou le compte à rebours annuel des administrations publiques

4. Le budget de l'Etat

Ou la manifestation d'une politique économique et de ses contraintes

5. Les prélèvements obligatoires

D'un instrument de régulation budgétaire à un levier de politique économique et sociale

6. L'endettement public

Ou les nouvelles modalités de financement des collectivités publiques

7. Le contrôle des finances publiques

Ou l'équilibre à trouver entre contrôle de la régularité et contrôle de la gestion

8. Les finances locales

Des étapes de décentralisation et de réforme territoriale à la maîtrise de la dépense locale

9. Les finances sociales

Ou l'avenir de la protection sociale

10. Les finances communautaires

Ou les enjeux budgétaires de la construction européenne et de l'élargissement de l'Union européenne

Sociologie des organisations politiques (36h)

(Anciennement : « Forces politiques »)

Cours assuré par M. Thibaud BONCOURT

Ce cours et les travaux dirigés qui lui sont associés visent à présenter les notions élaborées par la sociologie politique pour comprendre la dynamique des partis politiques et d'autres organisations représentatives (syndicats, groupes d'intérêts, associations). Le cours est centré sur l'assimilation de concepts fondamentaux, en articulation avec des exemples empiriques contemporains ancrés dans des contextes français ou étrangers. L'objectif général du cours est de donner aux étudiant.e.s les outils leur permettant d'analyser les interactions et les évolutions des partis dans les démocraties contemporaines. Au terme du cours, les participants doivent être capables de :

- Maîtriser les notions importantes pour l'étude des partis politiques et comprendre la manière dont elles s'articulent entre elles (complémentaires pour certaines, concurrentes pour d'autres) ;
- Prendre du recul sur les interprétations du politique diffusées quotidiennement par les médias, les commentateurs et les acteurs politiques eux-mêmes ;
- Mobiliser et « faire travailler » les notions du cours pour comprendre l'actualité politique contemporaine.

Plan du cours :

Introduction générale : *Qu'arrive-t-il aux partis politiques ?*

1. *Objet d'analyse : les partis politiques en France.*

1.1. *Une définition théorique.*

1.2. *Une définition historique.*

1.3. *Question de recherche.*

2. *Outils d'analyse : trois paradigmes de science politique.*

2.1. *Les partis comme agrégats d'acteurs rationnels.*

2.2. *Les partis comme produits de divisions sociales préexistantes.*

2.3. *Les partis comme agents d'objectivation des divisions sociales.*

3. *Terrains d'analyse : structure, assise et environnement des partis.*

3.1. *La structure des partis et des systèmes partisans.*

3.2. *L'assise sociale des partis.*

3.3. *Les partis dans leur environnement.*

Première partie : *La structure des partis et des systèmes partisans.*

1. *Compétitions et coalitions partisans.*

2. *La structure interne des partis.*

3. *La structure intellectuelle : idéologies et programmes.*

Deuxième partie : *L'assise sociale des partis.*

1. *Le personnel politique.*

2. *Les militants.*

3. *Les clientèles.*

Troisième partie : Les partis dans leur environnement.

1. Les partis et l'Etat.
2. Les partis au pouvoir.
3. Les partis concurrencés : groupes d'intérêts, syndicats, associations.

Conclusion

Bibliographie générale indicative :

- Manuels et ouvrages généraux :
 - Dormagen, Jean-Yves et Mouchard, Daniel (2010), *Introduction à la sociologie politique*, Bruxelles, De Boeck.
 - Gaxie, Daniel et Pelletier, Willy (dir.) (2018), *Que faire des partis politiques ?* Paris, Editions du Croquant.
 - Offerlé, Michel (2010), *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 8^{ème} édition.
 - Seiler, Daniel-Louis (1993), *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin.
 - Cohen, Antonin, Lacroix, Bernard et Riutort, Philippe (dir.) (2015), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2^{ème} édition.
- Ouvrages sur le cas français :
 - Agrikoliansky, Eric (2015), *Les partis politiques en France*, Paris, Armand Colin, « 128 », 3^{ème} édition.
 - Dolez, Bernard, Fretel, Julien et Lefebvre, Rémi (dir.) (2019), *L'entreprise Macron*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
 - Poirmeur, Yves (2014), *Les partis politiques. Du XIXe au XXIe siècle en France*, Paris, LGDJ.
 - Ysmal, Colette (1989), *Les partis politiques sous la Ve République*, Paris, Montchrestien.

Histoire de la vie politique (1789-1958) (24h)

Cours assuré par M. Bertrand SIMON

Attention : la présentation de cet enseignement (ci-dessous) correspond au cours dispensé durant l'année universitaire 2018-2019, par un autre enseignant.

Le cours de vie politique française aborde les principaux processus et événements qui ont façonné les institutions et les luttes politiques des débuts de la Troisième République (1870) jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le cours s'attachera plus particulièrement à la lente et conflictuelle instauration de la République parlementaire (années 1870-1880), au développement des contestations socialistes, anarchistes, nationalistes et réactionnaires (années 1890-1900), aux conflits entre l'Etat et l'Eglise catholique, à la place croissante prise par les enjeux internationaux qui mène aux deux guerres mondiales... Privilégiant une approche sociohistorique, il traite à la fois du fonctionnement des grandes institutions démocratiques, de l'établissement des règles du jeu politique, de la vie des partis, des controverses et enjeux politiques majeurs, ainsi que des situations de crise politique, sociale ou institutionnelle. Il aborde les événements politiques nationaux dans leurs relations aux grandes questions économiques, sociales et culturelles des XIXe et XXe siècles, ainsi que dans leur rapport aux enjeux internationaux ou européens. L'objectif est de sensibiliser les étudiants, à travers une démarche historique, aux instruments d'analyse et aux concepts qu'offre la science politique pour comprendre la société politique dans laquelle nous vivons.

Bibliographie

- BERNSTEIN (Serge), WINOCK (Michel) (dir.), 2002, *L'invention de la démocratie. 1789-1914*, Paris, Seuil, « Points-Histoire », n°369 [sp. Les chapitres 6 & 7 de la deuxième partie et la troisième partie].
- BERNSTEIN (Serge), WINOCK (Michel) (dir.), 2002, *La République recommencée. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, « Points-Histoire », n°370.

Les Relations internationales au XXème siècle (26h)

Cours assuré par M. Nicolas Badalassi

Cours d'introduction à l'histoire des relations internationales depuis le début du XX^e siècle jusqu'à nos jours, il entend donner une culture générale et homogène à l'ensemble des étudiants de première année du MRIAE, appelés à se spécialiser ensuite sur une région du monde particulière, ainsi qu'aux étudiants qui se destinent aux concours de la haute fonction publique.

Le XX^e siècle a été marqué par une mondialisation des relations internationales dont il faudra examiner les caractères et les limites. Longtemps centrée sur l'histoire du continent européen, l'historiographie s'est à la fois "désétatisée" et "déseuropéanisée" depuis une quinzaine d'années. Le cours articulera une chronologie revisitée des grandes mutations du siècle et une approche régionale centrée sur l'émergence des Etats non-européens sur la scène internationale. Les grandes catégories de l'action internationale, classiques et renouvelées (diplomatie économique, diplomatie culturelle, diplomatie d'influence etc.) seront mobilisées. Le rôle des acteurs privés et les modalités de leur intervention progressive dans les relations internationales seront analysés au prisme de l'évolution des missions imparties aux Etats et de l'émergence des organisations internationales.

Plan du cours

Chapitre 1 Les relations internationales au lendemain de la Grande guerre : un monde encore eurocentré ?

Chapitre 2 Remise en cause des impérialismes et mondialisation des relations internationales dans l'entre-deux-guerres

Chapitre 3 La crise des années 1930 et ses conséquences sur les relations internationales

Chapitre 4 Les relations internationales à l'ère des totalitarismes

Chapitre 5 La Seconde Guerre mondiale

Chapitre 6 Décolonisation et conflit Est-Ouest : la Guerre froide globale de 1945 à 1960

Chapitre 7 Crises et détente

Chapitre 8 Les recompositions de l'après-guerre froide

Chapitre 9 Les relations internationales aujourd'hui

Bibliographie indicative

- *Laurence Badel, Diplomatie et grands contrats. L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XXe siècle, Paris, Presses de la Sorbonne, 2010.*
- *François Chaubet, Laurent Martin, Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain, Paris, Armand Colin, 2011.*
- *Pierre Buhler, La Puissance au XXIe siècle : Les ressorts de la nouvelle géopolitique, CNRS éditions, 2011.*
- *Jean-Baptiste Duroselle, André Kaspi, t. 1 Histoire des relations internationales de 1919 à 1945, t. 2 Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours, Paris, Armand Colin, 2017.*
- *Odd Arne Westad, The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times, Cambridge University Press, 2005 / La guerre froide globale, le Tiers-Monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991), Paris, Payot, 2007.*
- *Laurence Badel, Diplomatie européennes. XIXe - XXIe siècle, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2021, 540 p., préf. Pierre Sellal.*

Organisation de l'Etat et action publique (36h)

Cours assuré par M. Jérôme VALLUY

Ce cours vise à mettre en relation les grandes tendances historiques qui expliquent l'organisation actuelle de l'État contemporain et les modalités pratiques de son action de transformation de la société. En considérant comme acquis les éléments historiques relatifs à l'histoire constitutionnelle de l'État, il traverse les deux derniers siècles d'histoire pour décrire par comparaison avec d'autres pays, la formation en France d'un État-providence "conservateur-corporatiste", la croissance quantitative des dépenses et fonctions publiques, la segmentation sectorielle de l'appareil d'État

et son organisation bureaucratique. Les recherches présentées, pluralistes, élitistes et marxistes, portent sur la formation de structures stables de l'État ainsi que sur des processus de politique publique liés à ces structures.

Plan :

CHAPITRE 1 – LES TRANSFORMATIONS DES FINALITÉS ÉTATIQUES

Section 1 – L'évolution du rôle de l'État dans la société

Section 2 – La progression des doctrines interventionnistes

Section 3 – Formation d'un État-providence « conservateur-corporatiste »

CHAPITRE 2 – L'ACCROISSEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION PUBLIQUE

Section 1 – Évolutions des dépenses publiques et des fonctions publiques

Section 2 – Les interprétations de l'expansion de l'État

CHAPITRE 3 – LA SECTORISATION DU GOUVERNEMENT POLITIQUE

Section 1 – La genèse des « catégories de politique publique »

Section 2 – Segmentations de l'appareil administratif de l'État

CHAPITRE 4 – FORMALISATION JURIDIQUE ET BUREAUCRATISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Section 1 : Le processus de rationalisation selon Max Weber

Section 2 : Droit et administration dans l'action publique

Bibliographie

- DE SWAAN Abram, *Sous l'aile protectrice de l'État*, Paris : PUF, 1988.
- DUBOIS Vincent, *Les politiques culturelles - Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris : Belin, 1999.
- ESPIN-ANDERSEN Gosta, *Les trois mondes de l'État-providence*, Paris : PUF, 1999
- GUESLIN André, *L'État, l'économie et la société française XIXème - XXème siècle*, Paris : Hachette, 1997.

- *JOBERT Bruno, MULLER Pierre, L'État en action, Paris : PUF, 1989*
 - *ROSANVALLON Pierre, L'État en France de 1789 à nos jours, Paris : Seuil, 1990.*
- 199

Politique de l'Union européenne (24h)

Cours assuré par M. Guillaume SACRISTE

Ce cours entend présenter de manière analytique certaines logiques de fonctionnement de la polity communautaire. Il substitue aux grandes théories une analyse en termes de champ faible (Topalov (1999), Vauchez (2014), Sacriste (2014)). Il interroge certains mécanismes d'autonomisation du champ du pouvoir européen et insiste sur son hétéronomie à l'égard des logiques de certains champs connexes. C'est ainsi par exemple que les institutions européennes seront présentées comme étant perméables aux logiques nationales, ce constat n'étant pas spécifique aux institutions dites intergouvernementales mais porte aussi sur les institutions dites supranationales comme la Commission ou le Parlement européen lui-même. Seront donc mises en évidence la juxtaposition, la conciliation et l'hybridation de logiques européennes et de logiques nationales – tant bureaucratique qu'économique – dans le fonctionnement du champ du pouvoir européen.

Régime de l'obligation (36h)

Cours assuré par M. Nicolas BARGUE ou par M. Mathias HOUSSIN (selon le jour/créneau horaire choisis par l'étudiant)

« Le cours de régime général de l'obligation s'inscrit dans le prolongement de l'étude des sources de l'obligation, c'est-à-dire du contrat et de la responsabilité civile. Il s'attache d'abord à décrire les modalités de l'obligation, de son exigibilité et de son exécution. Est ensuite étudiée dans le cadre de ce cours la transmission d'un patrimoine à un autre des créances, des dettes et des contrats. Enfin, sont examinés les différents modes d'extinction de l'obligation, qui pourront satisfaire ou non le créancier selon les cas. »

Nicolas BARGUE

« Le régime général de l'obligation englobe toutes les règles qui régissent la naissance et l'extinction des obligations. A l'inverse du droit de la responsabilité civile, ou du droit des contrats, beaucoup plus casuistiques, le régime général de l'obligation concerne potentiellement toutes les obligations (contractuelles, délictuelles... en droit civil, commercial...) et revêt donc un aspect assez théorique. Il y est question d'étudier, d'abord, la notion de droit de gage général des créanciers, ainsi que les modalités qui peuvent affecter les conditions d'exécution d'une obligation (condition, terme...). Sont ensuite étudiées les opérations sur créances, très fréquentes en pratique, et en particulier les mécanismes tripartites parfois complexes, et enfin les modes classiques et moins classiques d'extinction des obligations ».

Mathias HOUSSIN

Sociologie des politiques publiques (24h)

Cours assuré par Mme Julie GERVAIS

PRESENTATION GENERALE

Ce cours aborde les principales approches de l'analyse des politiques publiques, apporte une perspective critique sur les travaux existants et offre des outils pour les utiliser dans le cadre d'enquêtes de terrain. En partant d'exemples concrets de politiques publiques et d'enquêtes réalisées, il cherche à doter les étudiants de repères théoriques et de réflexes critiques, tout en leur permettant d'appréhender de façon sociologique les transformations qui marquent actuellement l'action publique.

PLAN SOMMAIRE

NB : il s'agit d'un plan indicatif, il est susceptible d'être modifié en cours de semestre.

Chapitre 1 : introduction générale

I. L'analyse de l'action publique : généalogie et mise en perspective d'une discipline appliquée

- A. La genèse de l'action publique
- B. La *policy science* américaine au service d'une meilleure administration
- C. Le tournant de l'après Seconde guerre mondiale : la *policy analysis*
- D. La sociologie des organisations

II. Une science sociale de l'action publique : rompre avec les représentations officielles

- A. Autonomisation par rapport à la demande sociale
- B. Sortir d'une lecture des décisions focalisée sur le droit
- C. Rompre avec la fascination pour les élites
- D. En finir avec l'idée d'un État homogène
- E. Contre la croyance dans le volontarisme politique

III. Qu'est-ce qu'une politique publique ?

- A. Politiques publiques
- B. L'action publique a des dimensions cognitives et normatives

IV. Qu'est-ce qu'analyser sociologiquement une politique publique ?

- A. Pourquoi l'État a-t-il investi dans la lutte contre le cancer ?
- B. Des services publics pour les riches
- C. Pourquoi faut-il choisir entre boire et conduire ?

V. Comment appliquer concrètement la théorie des champs à la sociologie de l'AP ?

- A. Une relation d'homologie entre positions et prises de position
- B. La politique publique comme objectivation d'un rapport de forces

VI. Les étapes de l'enquête d'une sociologue de l'action publique

- A. Les qualités d'un bon ou d'une bonne chercheuse
- B. Une enquête sur les relations entre agents HLM et locataires
- C. Une enquête sur les débats autour de l'épidémie de sida

Chapitre 2 : Faire problème, faire agir

I. Sociologie de la construction des problèmes publics

- A. L'analyse séquentielle illustrée et sa critique
- B. Qu'est-ce qu'un problème public ?

II. Mobilisations d'acteurs et demande sociale

- A. Entrepreneurs de cause et *claimsmakers*
- B. Le processus de publicisation des problèmes

III. La mise sur agenda des problèmes publics

- A. Processus pluraliste
- B. Processus élitiste
- C. Une typologie des modèles de mise sur agenda

Chapitre 3 : La Noblesse managériale publique-privée

I. La fabrique de la bureaucratie : un processus historique de division du travail

- A. D'une conception patrimoniale de la fonction publique...
- B....au modèle légal-rationnel

II. La Noblesse d'État et la fabrique des hauts fonctionnaires

- A. La reproduction sociale des élites politico-administratives
- B. Grands corps et esprit de corps

III. Le processus gouvernant

- A. Le milieu décisionnel central
- B. Le règne des entourages

Chapitre 4 : Le processus décisionnel

I. La décision : un acte rationnel ?

- A. L'approche en termes de décideur rationnel
- B. Le « Décideur » existe-t-il ? Introuvable décideur, introuvable décision
- C. Introuvable rationalité

II. Une mise en œuvre non problématique de la décision ? Une vue d'en haut

- A. Les décalages vis-à-vis du modèle wébérien d'administration
- B. Les facteurs de distorsion entre décision et mise en œuvre : l'approche « par le haut » de l'action publique

III. L'évaluation des politiques publiques

Chapitre 5 : Au front de l'action publique

I. La sociologie des « *street-level bureaucrats* » (SLB)

- A. La socialisation professionnelle en pratiques : le cas des « matons » et des guichetiers de l'immigration
- B. Rapport au travail et assignation genrée des activités chez les SLB

II. Les fonctionnaires au guichet comme *policy-makers*

- A. Le pouvoir discrétionnaire des SLB
- B. Conditions de travail et redistribution inégalitaire des ressources

III. Études de cas : le traitement administratif de la misère

- A. Adaptation au public et dépassement des rôles prescrits
- B. Les guichetiers de l'immigration au travail
- C. De l'autre côté du guichet

IV. Les ressortissants, acteurs des politiques publiques

- A. La réception de l'action publique
- B. Effets de l'action publique, classes sociales et perception de soi des ressortissants : deux illustrations

Chapitre 6 : Recompositions contemporaines de l'action publique

I. La désocialisation des problèmes

- A. Les causes du malaise sont individuelles
- B. Les carences individuelles n'ont pas de causes sociales
- C. Le mode de résolution des pbs repose fondamentalement sur des ressorts individuels

II. Ce qu'est le néo-libéralisme : une pensée d'Etat

- A. Un projet fondamentalement politique
- B. La mutation des rôles légitimes de l'État

III. La mutation des rôles légitimes de l'Etat

- A. Le démantèlement de l'Etat-Providence
- B. Le gestionnaire des « pauvres »
- C. L'Etat sécuritaire ?

MANUELS RECOMMANDÉS

Il est vivement conseillé de faire un travail de lecture parallèlement au cours.

Il est conseillé d'aller feuilleter ces ouvrages et d'opter pour celui que vous préférez.

- BOUSSAGUET Laurie et alii (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2019.
- HASSENTEUFEL Patrick, *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2011 (2ème édition).

- LASCOUMES Pierre, LE GALES Patrick, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, coll. « 128 », 2012 (2ème édition).
- MULLER Pierre, *Politiques publiques*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2009 (8ème édition).
- MULLER Pierre et SUREL Yves, *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien, 2000
- NEVEU Erik, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2015.

Pour les plus motivés :

- PARSONS Wayne, *Public Policy: an Introduction to the Theory and Practice of Policy Analysis*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2006.

Sociologie des problèmes sociaux

Cours assuré par Mme Christel COTON

Le cours de sociologie des problèmes sociaux permet aux étudiants de se familiariser avec la démarche sociologique dans son approche des problèmes sociaux. Il s'agit de s'intéresser à la construction sociale, politique et médiatique des problèmes sociaux, et de voir en quoi les outils de la sociologie (cadre théorique et enquêtes empiriques) peuvent renouveler l'approche et la connaissance que nous pouvons avoir de tel ou tel « problème ». Plusieurs thématiques sont ainsi étudiées dans le courant de l'année : le phénomène des « bandes de jeunes », l'absentéisme scolaire, le handicap, le service national universel et le service civique. L'idée est de travailler sur la façon dont la jeunesse / les jeunes peuvent se voir élevées au rang de problème social. Le premier semestre est consacré à la question de la condition étudiante. Les conditions de vie et de travail des étudiants sont approchées et documentées à travers un travail d'exploration bibliographique des travaux de sciences sociales ayant abordé ces questions.

Histoire de l'impôt et de la justice sociale

Cours assuré par Mme Isabelle Rabault-Mazières

"Dans un master largement orienté vers la thématique de la protection et des politiques sociales, il est important de mener une réflexion sur les prélèvements qui permettent leur financement. Dans cette optique, ce cours s'interrogera sur les rapports entre l'État, l'impôt et la société en France, à travers une approche historique. Comment le système fiscal français s'est-il constitué et modernisé ? Quelles résistances a-t-il rencontrées et suscitées ? Quels sont les principes ayant présidé à sa formation ? Comment les citoyens ont-ils « accepté » les prélèvements fiscaux ? Comment a évolué la notion de "justice fiscale" ? Nous proposons dans ce cours une histoire à la fois sociale, intellectuelle et politique de l'impôt."

Semestre 2

Tronc commun

Droit des technologies de l'information (33h)

Cours assuré par M. William GILLES et Irène BOUHADANA

« Ce cours est une introduction au droit du numérique. Il étudie l'évolution du droit face aux enjeux contemporains de la société numérique. Il traite des grandes étapes de construction de la société numérique et du rôle des États dans ce processus pour analyser ensuite comment ces derniers interviennent pour réguler la société de données. »

William Gilles

Histoire de l'administration (24h)

Cours assuré par M. Aram MARDIROSSIAN

Depuis l'Ancien Régime, montre la constitution d'une administration moderne.

Histoire des idées politiques (36h)

Cours assuré par M. Paul ZAWADZKI

« Le cours d'*Histoire des idées politiques* se composera de deux parties. La première s'attachera à explorer certaines émergences conceptuelles qui

caractérisent la modernité démocratique dans ses trois dimensions constitutives que sont le politique, le droit et l'histoire. Nous le ferons à partir de la lecture de quelques textes classiques, parmi lesquels Machiavel, More, La Boétie, Bodin, Hobbes, Locke, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Kant, Herder, Tocqueville...Selon le temps qui restera, la deuxième partie constituera une introduction à certains problèmes choisis de la pensée politique du XXe siècle (Weber, Carl Schmitt, Karl Popper, Jürgen Habermas...). »

Paul Zawadzki

Questions européennes (24h)

Cours assuré par Messieurs Karl Stoeckel et Rémi AUGUSTYNIAK-BERZIN

Introduction

- Présentation rapide chargés de cours / étudiants / attentes / objectifs
- Présentation succincte du plan de cours / système d'évaluation
- Comment penser l'Europe ? Quelle(s) Europe(s) ? Introduction sur les approches disciplinaires

1^{ère} Partie – Institutions, fonctionnement et équilibre institutionnels de l'Union européenne

- Conseil européen et Conseil de l'UE
- La Commission européenne, les organes et les agences
- Le Parlement européen
- La Cour de Justice de l'UE
- Les organes consultatifs (CoR, CESE) et les « consultés »
- Gouvernance et processus décisionnels

« L'Europe des pratiques » =>

- Retracer et comprendre les logiques de vote (à l'aide de <http://www.votewatch.eu/>)
- Construction d'une cartographie de parties prenantes
- Consultation des sites de suivi du processus législatif, du registre de transparence
- Livres verts, blancs, consultations
- Carrières européennes : sociologie des acteurs, chercher un stage, préparer le concours EPSO
- Initiative citoyenne européenne (ICE)
- Explication précise de l'exercice de lobbying demandé

2^{ème} Partie – Les politiques (internes et externes) de l'Union européenne

- L'Europe de la Défense / Défense européenne
- Le budget de l'Union européenne
- La politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale
- La politique européenne de la Recherche : le programme Horizon 2020

« L'Europe des pratiques » =>

- Consultation du site Europe-en-France.gouv.fr : réflexion sur la communication européenne au travers du financement des politiques publiques
- Appui au montage d'une demande d'aide européenne (Fonds Européen de Développement Régional – FEDER)
- Carte des acteurs européens et nationaux de la politique de cohésion
- Bénéficiaire d'une aide du programme Horizon 2020 : focus sur l'action Marie-Sklodowska-Curie

Science administrative - Théories de l'Etat (33h)

Cours assuré par M. David SOLDINI

« L'étude de l'administration constitue un des moyens possibles pour appréhender le concept d'Etat. Ce cours vise à illustrer cette approche grâce à une présentation des débats sur la nature de l'Etat. Une attention particulière est portée à la discussion sur la crise de l'Etat moderne au début du vingtième siècle et aux interventions des administrativistes, en France, mais également en Italie ou en Allemagne. Les théories de Léon Duguit, Maurice Hauriou ou Santi Romano font l'objet de présentations approfondies. Le cours est également l'occasion de mesurer la « modernité » de ces approches : la manière dont elles ont, ou non, survécu, les pensées qu'elles ont engendrées et leur utilité aujourd'hui. »

David Soldini

Sociologie des problèmes sociaux

ATTENTION : ce cours a lieu sur les 2 semestres (19h30 + 19h30)

Cours assuré par Mme Christel COTON

Le cours de sociologie des problèmes sociaux permet aux étudiants de se familiariser avec la démarche sociologique dans son approche des problèmes sociaux. Il s'agit de s'intéresser à la construction sociale, politique et médiatique des problèmes sociaux, et de voir en quoi les outils de la sociologie (cadre théorique et enquêtes empiriques) peuvent renouveler l'approche et la connaissance que nous pouvons avoir de tel ou tel « problème ». Plusieurs thématiques sont ainsi étudiées dans le courant de l'année : le phénomène des « bandes de jeunes », l'absentéisme scolaire, le handicap, le service national universel et le service civique. L'idée est de travailler sur la façon dont la jeunesse / les jeunes peuvent se voir élevées au rang de problème social. Le premier semestre est consacré à la question de la condition étudiante. Les

conditions de vie et de travail des étudiants sont approchées et documentées à travers un travail d'exploration bibliographique des travaux de sciences sociales ayant abordé ces questions.

Sociologie politique du pouvoir local (24h)

Cours assuré par Mme Anne-France TAICLET

Le cours propose une lecture de science politique sur les processus de territorialisation de l'action publique. Il poursuit un triple objectif :

- Apporter des notions solides sur ce qu'est l'action publique territoriale, les institutions et les acteurs qui participent à sa fabrication collective, les dispositifs matériels et symboliques dans lesquels elle s'incarne, afin de donner un socle concret de connaissances et une perception réaliste et incarnée des politiques territoriales
- Identifier les grands enjeux politiques et les tensions structurantes qui traversent l'action publique territoriale
- Inscrire l'objet dans une perspective générale de questionnements de sociologie du pouvoir, de la représentation politique, et de l'action publique : les processus réformateurs, les diverses dimensions de la politisation, les logiques de professionnalisation et d'expertise, la complexité des processus décisionnels, la construction des normes, l'allocation des ressources, la représentation des intérêts sociaux, les rapports de pouvoir

Plan général du cours

Chapitre 1 : Les cadres politiques et institutionnels du pouvoir local

1. Pouvoir local et politiques publiques : approche socio-historique

- A. Affirmation des pouvoirs locaux et innovations : les communes sous la III^e République
- B. Jacobinisme apprivoisé et régulation croisée
- 2. La décentralisation ou les aléas du volontarisme réformateur
 - A. Les transformations au long cours de l'organisation territoriale
 - B. Rhétoriques de justification et facteurs de faisabilité des réformes
 - C. La question de l'autonomie des collectivités
- 3. L'intercommunalité
 - A. La domestication municipale des institutions
 - B. L'affirmation des métropoles

Chapitre 2 : La professionnalisation du pouvoir local

- 1. La représentation politique
 - A. Sélection sociale des élu.e.s, professionnalisations différentielles
 - B. L'ancrage territorial, les élections locales
 - C. La professionnalisation des entourages
- 2. La gouvernance urbaine : les acteurs publics et leurs partenaires
 - A. La participation des acteurs économiques à l'action publique locale
 - B. Les délégations au secteur associatif
- 3. La standardisation des politiques locales
 - A. La circulation des modèles : grands projets urbains, politiques culturelles...
 - B. Une dépolitisation de l'action publique territoriale ?

Chapitre 3 : Différenciations territoriales

- 1. Les dynamiques territoriales contemporaines
 - A. La métropolisation
 - B. Le périurbain et les mondes ruraux
 - C. Le déclin territorial
- 2. Inégalités socio-spatiales et territorialisation de l'action publique
 - A. De l'aménagement à la compétitivité des territoires
 - B. La discrimination positive territoriale : la politique de la ville
 - C. La rénovation urbaine

Chapitre 4 : Mobilisations et enjeux de luttes dans les territoires

1. La participation au pouvoir local
 - A. Variété des groupes d'intérêts locaux et participation aux décisions publiques
 - B. La question du clientélisme
2. Territoires de contestations
 - A. Conflits d'usages et luttes d'appropriation de l'espace
 - B. Un répertoire d'action collective locale : l'occupation

Chapitre 5 : Logement et peuplement

1. La « mixité sociale »
 - A. Retour sur un mot d'ordre
 - B. La gentrification des villes
2. Acteurs publics et privés dans la production de logements
 - A. Des enjeux économiques
 - B. Logiques de régulation du peuplement

Bibliographie

Manuels de référence

Douillet (Anne-Cécile), Lefebvre (Rémi), *Sociologie politique du pouvoir local*, Paris, Armand Colin, coll. U, 2017.

Frinault (Thomas), *Le pouvoir territorialisé en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Didact, 2012.

Pasquier (Romain), Guignier (Sébastien), Cole (Alistair), dir., *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

Sites web

www.collectivites-locales.gouv.fr

www.cget.gouv.fr

www.observatoire-des-territoires.gouv.fr

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

www.cartelec.net

Revue Métropolitiques

Sélection bibliographique par chapitres

De Barros (Françoise), « Secours aux chômeurs et assistance durant l'entre-deux-guerres.

- *Etatisation des dispositifs et structuration des espaces politiques locaux* », *Politix*, vol. 14, n°53, 2001, pp.117-144.
- Pollet (Gilles), « La construction de l'Etat social à la française : entre local et national (XIX^e-XX^e siècles), *Lien social et politiques*, n°33, 1995, p. 115-131.
- Worms (Jean-Pierre), « Le Préfet et ses notables », *Sociologie du travail*, vol. 18, n°3, 1966, pp. 249-275.

« Collectivités territoriales, la nouvelle donne », *Cahiers Français*, n°391, mars-avril 2016

- Le Lidec (Patrick) « Le jeu du compromis. L'Etat et les collectivités territoriales dans la
- *Décentralisation en France* », *Revue française d'administration publique*, 2007/1, n° 121-122, p. 111-130.
- Offert (Jean-Marc), « Les territoires de l'action publique locale : fausses pertinences et jeux d'écart », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n°1, p. 27-47.
- Desage (Fabien), Guéranger (David), *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2011.
- Gaxie (Daniel) dir. *Luttes d'institutions. Enjeux et contradictions de l'administration territoriale*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Olive (Maurice), « Métropoles en tension. La construction heurtée des espaces politiques métropolitains », *Espaces et société*, n°160-161, 2015, p. 135-151.

- Veltz (Pierre), Paris, France, monde. *Repenser l'économie par le territoire*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2012.

2.1 Alcaras (Robert), Nonjon (Magali) et al., « La conversion managériale des hauts fonctionnaires : un mythe utile pour l'Etat social local français ? », *Revue internationale des sciences administratives*, 2016/82, p. 203-221.

- Biland (Emilie), *La fonction publique territoriale*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2012.
- Douillet (Anne-Cécile), Robert (Cécile), « Les élus dans la fabrique de l'action publique locale », *Sciences de la société*, n°71, 2007, p. 3-24.
- Fragnon (Julien), « Qui gouverne dans les communes ? La prise de décision au prisme du directeur de cabinet » in Beauvallet (Willy), Michon (Sébastien), dir., *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- Godmer (Laurent), Marrel (Guillaume), *La politique au quotidien. L'agenda et l'emploi du temps d'une femme politique*, Lyon, ENS Editions, 2016.
- Koebel (Michel), « Le profil social des maires de France », *Pouvoirs*, n°148, 2014, p. 123-138.
- Mazeaud (Alice), Nonjon (Magali), « De la cause au marché de la démocratie participative », *Agone*, n°56, 2015, p. 135-152.
- Retière (Jean-Noël), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n°63, 2003, p. 121-143.

2.2 Béal (Vincent), « Neoliberalism French Style : marché et politique dans la gestion de

- *L'environnement à Nantes* », *Sociétés contemporaines*, 2017/3, n°107, p. 51-77.
- Gironnait (Antoine), « Une financiarisation si discrète ? La circulation des standards de la filière d'investissement en immobilier tertiaire dans les politiques de développement urbain du Grand Lyon », *Métropoles*, n°19, 2016 (en ligne).
- Huré (Maxime), « Une action publique hybride? Retour sur l'institutionnalisation d'un partenariat-public-privé. JC Decaux à Lyon », *Sociologie du travail*, vol. 564 n°2, p. 233-253
- Lorrain (Dominique), « La main discrète. La finance globale dans la ville », *Revue française de science politique*, 61/6, 2011, p. 1097-1122.

- Pinson (Gilles), « Projets de ville et gouvernance urbaine. Pluralisation des espaces politiques et recomposition d'une capacité d'action collective dans les villes européennes », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2006.

2.3 Arnaud (Lionel), Le Bart (Christian), Pasquier (Romain), *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?* Rennes, PUR, 2007.

- Delage (Fabien), Godard (Jérôme), « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales. Retour critique sur le rôle des idées dans l'analyse de l'action publique », *Revue française de science politique*, 2005/4, n°50, 2005, p. 633-662.
- Freyermuth (Audrey), « L'offre municipale de sécurité : un effet émergent des luttes électorales. Une comparaison des configurations lyonnaise, niçoise, rennaise et strasbourgeoise (1983-2001) », *Revue internationale de politique comparée*, 2013/1 (vol.20), p. 89-116

3.1 Commission européenne, *Rapport sur l'état des villes européennes*, 2016

- (http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/themes/urban-development/cities-report)
- Charmes (Éric), *La ville émietlée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, PUF, 2011.
- Davezies (Laurent), *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris, Seuil, 2012.
- France Stratégie, *Dynamiques et inégalités territoriales*, juillet 2016.
- Le Galès (Patrick), *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- Mischi (Julian), Renahy (Nicolas), « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, 2008/3, n°83, p. 9-21.
- Sassen (Saskia), *La ville globale*, Paris, Descartes et Cie, 1996.
- Wolff (Manuel), Fol (Sylvie), Roth (Hélène), Cunningham-Sabot (Emmanuèle), « *Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France* », *Cybergéo, European Journal of Geography (en ligne)*, 2013.

3.2 Donzelot (Jacques), dir., *A quoi sert la rénovation urbaine ?* Paris, PUF, coll. Villes en débat, 2012.

- Epstein (Renaud), *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'Etat*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- Estève (Philippe), « Instruments et fondements de la géographie prioritaire de la politique de la ville (1982-1996) », *Revue française des affaires sociales*, vol. 55, n° 3, 2001, pp. 25-35.
- Kirszbaum (Thomas), dir., *En finir avec les banlieues ? Le désenchantement de la politique de la ville*, Éditions de l'Aube, 2015.
- Tissot (Sylvie), *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique*, Paris, Seuil, 2007.
- Tissot (Sylvie), Poupeau (Franck), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, 2005, p. 4-9.

4.1 Cadiou (Stéphane) dir., *Gouverner sous pression ? La participation des groupes d'intérêt aux affaires territoriales*, Paris, LGDJ, 2016.

- Mattina (Cesare), « Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille », *Politix*, 2004/17, (67), pp.129-155
- Nez (Héloïse), « Qui est légitime pour représenter les intérêts de la population ? Luttés urbaines et institutions participatives en France et en Espagne », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, n°1, p. 7-23.

4.2 Chabbal (Jeanne), « Le risque invisible. La non-émergence d'un problème public », *Politix*, n°70, 2005.

- Subra (Philippe), « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des 'zones à défendre' (2008-2017) », *Hérodote*, 2017/2, n°175, p. 11-30.
- Tissot (Sylvie), « Naissance d'un quartier historique : patrimonialisation architecturale et luttés politiques dans le South End de Boston (1965-1995), *Sociétés contemporaines*, 2010/4, n°80, p. 5-27

5.1 Clerval (Anne), Fleury (Antoine) « Politiques urbaines et gentrification. Une analyse critique à partir du cas de Paris », *L'espace politique (en ligne)*, 2009/2.

- Lambert (Anne), « La gauche et le péri-urbain. Les ambiguïtés de la politique de 'mixité sociale' dans une petite commune pavillonnaire et ses effets sur le peuplement », *Politix*, n° 101, 2013, p.105-131.

5.2 Bourgeois (Marine), « Choisir les locataires du parc social ? Une approche ethnographique de la gestion des HLM », *Sociologie du travail*, n°55, 2013, p. 56-75.

- Desage (Fabien), « 'Un peuplement de qualité'. Mise en œuvre de la loi SRU dans le périurbain résidentiel aisé et discrimination discrète », *Gouvernement et action publique*, 2016/3, p. 83-112.
- Gimat (Mathieu), Pollard (Julie), « Un tournant discret : la production de logements sociaux par les promoteurs immobiliers », *Géographie, économie, société*, 2016, vol. 18, n°2, p. 257-282

Contactez-nous

Directrice

Madame Anne LEVADE, Professeure
de droit public

Responsable administrative

Madame Gabriela BRYDA

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,

Campus Port-Royal – Centre Lourcine

1 rue de la Glacière, 75013 PARIS

Bâtiment B2 (bât. Simone Veil), 3ème
étage, bureau 01.

cipceacol@univ-paris1.fr

Tél. : +33 1 87 02 50 71



UNIVERSITÉ PARIS 1

PANTHÉON SORBONNE

CIPCEA

Centre de préparation aux concours administratifs